

# Les termes du débat féministe

Nicole **Van Enis**

**Une étude *Barricade* 2010**

Avec le soutien de  
la Communauté française de Belgique  
et de la région Wallonne

# Table des matières

<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>3</b>
<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>5</b>
<b>CERNER LES FÉMINISMES.....</b>	<b>7</b>
IL N'Y A PAS « UN » MAIS « DES » FÉMINISMES.....	8
LE FÉMINISME CONCERNE LES HOMMES ET LES FEMMES.....	8
L'ENJEU DU FÉMINISME EST POLITIQUE.....	10
LES FEMMES NE SONT PAS UNE CATÉGORIE DE LA POPULATION.....	10
LE FÉMINISME EST TRANSVERSAL À TOUTES LES AUTRES LUTTES SOCIALES.....	10
<b>UNE CLASSIFICATION            PAR « VAGUES ».....</b>	<b>13</b>
LE PRÉFÉMINISME : UN PREMIER ESSAI DIFFICILE.....	15
PREMIÈRE VAGUE : LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES.....	15
DEUXIÈME VAGUE : LA LIBÉRATION INDIVIDUELLE ET SEXUELLE.....	17
TROISIÈME VAGUE : LE RÉSEAU GLOBAL.....	18
<b>UNE CLASSIFICATION PAR COURANTS POLITIQUES .....</b>	<b>22</b>
LE FÉMINISME LIBÉRAL-ÉGALITAIRE.....	23
LE FÉMINISME DE TRADITION MARXISTE.....	23
LE FÉMINISME RADICAL.....	25
LE FÉMINISME POST-MODERNE OU « POST-FÉMINISME ».....	26
LE FÉMINISME ENVIRONNEMENTALISTE OU « ÉCOFÉMINISME ».....	29
<b>LE BILAN.....</b>	<b>31</b>

**Asbl Barricade**  
Rue Pierreuse 19-21, B-4000 Liège  
+32 (0)4.222.06.22  
info@barricade.be  
[www.barricade.be](http://www.barricade.be)

# Avant-propos

Cette étude traitera des différents points de vue débattus au sein du mouvement féministe. Il sera cependant impossible d'être exhaustive tant les contributions à ce débat sont foisonnantes. Au cours du siècle dernier, le féminisme s'est construit et a évolué dans le contexte politique et économique mouvant des deux guerres, de la révolution culturelle de mai 68 et des bouleversements climatiques entraînant les catastrophes humaines annoncées. Des concepts se sont forgés et ont permis de mieux cerner les enjeux de l'émancipation des femmes, tels celui de *patriarcat* ou celui de *genre*.

Des observateurs de toutes disciplines soulignent les changements et les mutations culturelles au sein de nos sociétés occidentales où les questions de bien-être individuel et de développement personnel ont peu à peu pris la place des recherches de solutions collectives. Le féminisme, dans sa particularité de démarche émancipatrice, tient compte de ces deux pôles, c'est l'une de ses grandes richesses mais c'est peut-être aussi une des raisons des reproches qu'on lui fait si souvent. Le féminisme serait dépassé, selon certain-es, il aurait fait « fausse route » et serait devenu obsolète alors que, par ailleurs, d'autres voix appellent à la vigilance, les conquits n'étant pas forcément protégés par les lois contre des attaques et des reculs.

Alors que certains proclament la mort du féminisme, des rapprochements se sont opérés entre femmes du nord et du sud au cours des dernières décennies. Ces alliances fécondes annoncent une adaptation créative pour la transition économique inéluctable. Par ailleurs, devant ces avancées majeures pour les femmes, se profilent des réactions aux difficultés identitaires des hommes. Les défis restent grands.

De nombreux ouvrages sont publiés chaque année sur le féminisme, ses conséquences et son actualité mais notre modeste ambition ici est de permettre d'y voir un peu plus clair dans les composantes variées de ce vaste mouvement social. Pour ce faire, nous proposerons ici deux typologies de présentation, deux classifications, du débat féministe qui ont chacune leur intérêt. La première présente le mouvement sous forme de trois *vagues* (précédée d'une période *préféministe*) qui se succèdent dans le temps, avec des revendications distinctes et des droits acquis, il s'agit donc d'une typologie chronologique.

La seconde, intitulée « *les courants de pensée féministe* », se réfère plus directement à des clivages traditionnellement politiques.

Ces deux typologies sont donc complémentaires et éclairent soit les étapes du mouvement, soit les idéologies qui sous-tendent les revendications et les stratégies pour les faire aboutir.

Nous voudrions ici écrire quelques mots pour remercier toutes les femmes et les hommes avec lesquels nous avons échangé et débattu, et qui nous ont donc permis de rédiger cette synthèse. L'environnement que constitue l'asbl *Barricade*, lieu de rencontres et de confrontations est devenu au cours de ces dix dernières années -nous dit-on- incontournable sur la question de l'émancipation des femmes. Par son rayon de livres féministes, ses « midis de l'égalité », ses « cafés féministes » et ses improbables « Witches »<sup>1</sup>, elle participe au développement du réseau. Depuis 2005, nous coordonnons également la Marche Mondiale des Femmes dans la région liégeoise. Cette expérience, en nous permettant de rencontrer des femmes du monde entier, fortifie notre conviction du bienfondé des principes et des valeurs de l'action du mouvement des femmes, de l'impérieuse nécessité de la prise en compte des propositions du féminisme pour un monde plus juste.

Nous ouvrirons la première partie par deux définitions choisies en fonction de l'approche du féminisme comme mouvement social et donc de la mise en avant de son dynamisme. Elles ne peuvent pas rendre compte de la totalité des enjeux du mouvement car ils sont nombreux et très diversifiés.

---

<sup>1</sup> Le WOB, « Sorcières de Barricade », groupe de femmes très animé(es), se réunissant hebdomadairement pour des échanges féministes sous forme de table de conversation en anglais.

# Cerner les féminismes

On trouve de nombreuses définitions du féminisme dans la littérature spécialisée. Le féminisme étant un mouvement social, nous avons choisi d'emblée deux définitions qui mettent en évidence des éléments de mobilisation sociale.

Louise Toupin<sup>2</sup> met en évidence les différentes étapes nécessaires à la mobilisation des femmes. Cette mobilisation commencerait par une prise de conscience individuelle des inégalités entre hommes et femmes, vécue de manière plus ou moins personnelle, observée ou subie, et déboucherait - pour certain-es - sur une prise de conscience collective, sur la nécessité de mettre des mots sur cette injustice, de trouver des causes à cette situation afin de changer les choses, de faire évoluer les *rappports sociaux de sexe*. C'est de cette nécessité d'agir collectivement que naît le mouvement des femmes. La révolte qui suit la prise de conscience individuelle apparaît ici comme une condition incontournable du ou des féminismes.

*Il s'agit d'une prise de conscience d'abord individuelle, puis ensuite collective, suivie d'une révolte contre l'arrangement des rapports de sexe et la position subordonnée que les femmes y occupent dans une société donnée, à un moment donné de son histoire. Il s'agit aussi d'une lutte pour changer ces rapports et cette situation.*<sup>3</sup>

Une autre définition du féminisme, proposée par Ute Gerhard<sup>4</sup>, souligne également le double mouvement de libération individuelle et de transformation de la société :

*(Le féminisme est) l'ensemble des tentatives menées par des femmes pour leur reconnaissance, leur autodétermination, leur participation politique et le respect de leurs droits. Un double objectif est poursuivi par le féminisme : d'une part, la libération ou la liberté de décision de chaque femme en tant qu'individu, (...) et d'autre part, la transformation fondamentale de la société et de son ordre des genres.*

Ces deux définitions plantent le décor et montrent d'emblée que le débat ne se joue pas seulement au niveau des couples ou des relations interpersonnelles, que la question du féminisme est d'ordre politique, qu'elle est transversale à toutes les luttes sociales. Ces

<sup>2</sup> Louise Toupin est spécialiste en science politique à l'Institut de recherches et d'études féministes et professeure à l'Université de Laval au Québec.

<sup>3</sup> Louise Toupin, (1997), *Les courants féministes*, Québec, <http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants0.html#t2>

<sup>4</sup> Ute Gerhard (2004), *Concepts et controverses*, article paru dans l'ouvrage de Gubin Eliane, et al., *Le siècle des féminismes*, Paris, Les éditions de l'Atelier, p.48

définitions, pourtant non exhaustives, ouvrent de vastes perspectives et soulèvent de nombreuses réflexions. Nous allons tenter de répondre à quelques unes d'entre elles ce qui nous permettra de cerner un peu le sujet et d'appréhender le contexte dans lequel les débats ont lieu et les enjeux sont développés. Ces quelques repères nous permettrons d'aborder ensuite les classifications annoncées.

## ***Il n'y a pas « un » mais « des » féminismes***

La diversité des points de vue, la variété, voire les oppositions justifient l'utilisation fréquente de ce pluriel : *les féminismes*. Louise Toupin précise :

*Il n'y a pas de théorie générale du féminisme. Il y a plutôt des courants théoriques divers qui cherchent à comprendre, chacun à sa façon, pourquoi et comment les femmes occupent une position subordonnée dans la société.*<sup>5</sup>

En effet, si le constat d'oppression des femmes est commun, les avis divergent sur les causes de cette situation. Les stratégies de changement également. Dans ce travail, nous utiliserons le vocable *féminisme* au singulier lorsqu'il désignera *le mouvement des femmes*, la diversité étant alors portée par le mot *femmes*. Par ailleurs, on évitera de parler de *La Femme*, vocable qui nous paraît peu adéquat, dans tous les domaines, compte tenu de la diversité des réalités vécues par *les femmes*.

*Plutôt que de parler de LA femme, le nouveau féminisme se réfère toujours aux femmes, féminin pluriel, exprimant davantage la solidarité de groupe et la mobilisation nécessaire pour provoquer un changement de société.*<sup>6</sup>

## ***Le féminisme concerne les hommes et les femmes***

Le féminisme est un mouvement social qui concerne autant les hommes que les femmes puisqu'il s'agit de rapports sociaux de sexe, de rapports de pouvoir entre eux. Les deux définitions reprises ci-dessus dénoncent l'organisation hiérarchisée des rôles attribués à l'un ou l'autre sexe : *l'ordre des genres*. Le *Dictionnaire critique du féminisme*<sup>7</sup> écrit ceci :

*Penser en termes de rapports sociaux de sexe, c'est prendre en compte la diversité des rapports sociaux fondamentaux qui structurent la société (rapport de classe, de genre, notamment). C'est considérer également que tout mouvement social est « sexué », pas seulement en fonction du sexe biologique de ses participant-es, mais avant tout parce qu'il reflète, et parfois met en cause, la division sociale et sexuelle du travail et les rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans la société.*

En analysant les interactions entre hommes et femmes, en chaussant des *lunettes genre*, c'est-à-dire en privilégiant l'analyse des rôles de l'un et l'autre dans la société, en soulignant la hiérarchisation de ces rôles, on fait apparaître les contraintes de la société patriarcale qui pèsent sur les femmes. Cette perspective permet également de mettre en évidence les difficultés identitaires des hommes face aux changements.

<sup>5</sup> Louise Toupin, (1997), op. cit.

<sup>6</sup> Marie Denis, Suzanne Van Rokeghem (1992), *Le féminisme est dans la rue, (Belgique 1970-1975)*, Bruxelles, POL-HIS, Politique et Histoire, p.193

<sup>7</sup> Helena Hirata, et al. (2000), *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, Politique d'aujourd'hui, Paris, p.134

On voit ainsi apparaître la complexité de la question féministe : s'il est bien question d'un combat en faveur des femmes, il ne s'agit cependant pas d'une « guerre des sexes », d'une mobilisation « contre les hommes » mais bien de changements dans l'organisation des rapports sociaux de sexe finalement profitables à tous.

Actuellement, il nous semble que la plupart des écrits féministes précisent que dans une société où l'autodétermination des femmes est acquise, leur épanouissement, leur bien-être, influence positivement celui des hommes.

Cette approche en termes de rapports sociaux apporte une dimension supplémentaire à l'analyse, elle contient une idée dynamique, d'évolution, de changement. *La description des rapports sociaux n'est pas un simple compte rendu scientifique mais un instrument de libération des dominés leur permettant de prendre en main leur destinée.*<sup>8</sup>

### **Qu'est ce que le « genre » ?**

Le concept de genre est un outil d'analyse de la société et des rapports sociaux apparu dans les années 70. Il permet de mettre en lumière les logiques et les racines de l'inégalité imposée aux femmes.

Contrairement aux idées reçues, le genre ne se réfère pas aux différences anatomiques. Il est synonyme de rapports sociaux de sexe c'est-à-dire que les différences et hiérarchies entre les hommes et les femmes sont socialement et culturellement construites.

Comme Simone de Beauvoir l'a écrit, « on ne naît pas femmes, on le devient ». C'est la société qui construit nos comportements d'hommes et de femmes en nous imposant des rôles dès le plus jeune âge. Ces différences sont tout aussi contraignantes pour les hommes que pour les femmes. La différence est la valorisation attribuée aux tâches respectives et la limitation de choix, favorables aux hommes, les femmes généralement confinées à la sphère privée et les hommes délégués à la sphère publique.

Dans le cadre de l'analyse de genre, des différences biologiques, « innées ne peuvent justifier la séparation sexuée des sphères», publique et privée ni leur classement hiérarchique, ces différences ne peuvent justifier une quelconque discrimination de la femme par rapport à l'homme, à quelque échelle que ce soit, au sein de chacune de ces sphères.

L'outil genre permet de rendre de démasquer et de rendre visibles les mécanismes de domination masculine. Même dans notre société, les différences et hiérarchies de sexe sont loin d'être ouvertement et concrètement combattues, parce qu'elles sont profondément intériorisées individuellement et collectivement, et qu'elles contaminent tous les domaines de la vie : privé, public, professionnel.

*A ce sujet, lire l'article de Yannick Bovy, « Le genre, une arme pour l'égalité ? », Barricade, 2010. Disponible sur [www.barricade.be](http://www.barricade.be)*

<sup>8</sup> Patrice Bonnewitz (1998), *Premières leçons sur la sociologie de Pierre Bourdieu*, PUF, p.35

## **L'enjeu du féminisme est politique**

Le projet politique féministe a pour objectif d'abolir les rapports sociaux inégalitaires que sont les rapports entre les sexes et, par là, combattre la mise sous tutelle, la discrimination et l'oppression des femmes en tant que femmes.

L'enjeu est politique, non pas au sens de *parti politique* mais au sens premier du terme c'est-à-dire l'organisation de la société, la gestion du collectif, un sens qui met en évidence les rapports de force dans la société et l'occupation de l'espace public et permet à des groupes sociaux traditionnellement écartés du pouvoir de conquérir peu à peu des droits civiques.

Dans le cas du féminisme, il s'agit d'une utopie radicalement démocratique liée à une conception des droits humains incluant les droits des femmes. Cependant, toute action collective ou politique menée par des femmes, même si le fait d'être femme constitue le motif de l'organisation commune, ne relève pas nécessairement du féminisme.

## **Les femmes ne sont pas une catégorie de la population**

Lorsque les sociologues énumèrent les catégories de population tels « *les consommateurs, les chômeurs, les exclus, les handicapés, les femmes, les jeunes...* » ils ne tiennent pas compte de la spécificité de la supposée « catégorie » femmes que l'on retrouve dans toutes les catégories citées.

Le fait « d'être femme » n'est pas une « catégorie de la population » comme le sont les personnes handicapées ou d'origine étrangère, mais bien la moitié de l'humanité, chaque moitié contenant toutes les catégories précédentes. Gisèle Halimi précise : *Les femmes ne sont pas une minorité qu'il faudrait protéger. Elles ne sont pas non plus une classe ou un groupe de pression. Elles sont la moitié de l'humanité,(...).*<sup>9</sup>

La différence est de taille : le féminisme est donc transversal à toutes les autres luttes sociales.

## **Le féminisme est transversal à toutes les autres luttes sociales**

La question des femmes ne se joue pas en dehors des autres enjeux et conflits de la société. Comme l'exprime Majo Hansotte, une des avancées féministes est d'avoir introduit la question du *genre*<sup>10</sup> dans les autres luttes : *Dans leur évolution récente, les luttes féministes ont contribué à modifier le regard sur les mouvements sociaux qui prévalait avant 1975. L'égalité entre hommes et femmes est une question permanente présente dans tous les mouvements sociaux, question qui traverse la famille, les communautés, le travail, l'économie, les cultures, l'écologie...*<sup>11</sup>

Dans la pratique, cette démarche de transversalité n'est pas fréquente ou, si elle est pratiquée consciemment, rencontre des résistances. Pour exemple, notre intervention féministe lors d'un débat que nous animions et qui rassemblait des représentant-es d'un mouvement d'opposition

<sup>9</sup> Suzanne Van Rokeghem, Jeanne Vercheval-Vervoort et Jacqueline Aubenas, (2006), *Des Femmes dans l'Histoire en Belgique, depuis 1830*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, p.263

<sup>10</sup> Voir l'encadré « Qu'est ce que le genre ? »

<sup>11</sup> Majo Hansotte (2003), *Féminisme : comment dire le juste et l'injuste ? Pour une éducation populaire féministe*, p.3. Document élaboré suite au séminaire animé par Majo Hansotte de janvier à juin 2003 à Liège; nous avons participé à cette recherche avec 23 autres femmes.

centre-américain et des représentant-es des comités européens de solidarité : constatant la quasi-absence de prise de parole des femmes pourtant présentes en nombre équivalent aux hommes, nous avons créé la surprise en annonçant que - et en expliquant pourquoi - nous donnerions la parole alternativement à un homme/une femme, allant ainsi à l'encontre de la pratique courante qui est de donner la parole par ordre de levée de main. Stupeur créée par cette consigne alors même qu'un des thèmes de la rencontre était « les femmes dans la guérilla » !

## La pratique féministe

En tenant compte de nos observations d'animation, nous pouvons formuler certaines conditions de participation qui ne sont pas uniquement applicables aux débats féministes : lors des débats, enfermer des personnes dans l'une ou l'autre tendance serait stérile. De même, laisser s'exprimer une certaine forme de dogmatisme n'est pas souhaitable. Les discours sans critique, sans nuance et sans doutes, interdisant les questions « tabous », ne nous semblent pas profitables au mouvement **(a)**.

Accepter le questionnement et accompagner le cheminement des (jeunes) femmes est plus efficace que de leur asséner des vérités découvertes par leurs ancêtres **(b)**. Ce n'est pas la vérité - à supposé qu'elle existe - qui est dangereuse mais la conviction qu'on la possède et la volonté de l'imposer aux autres. En laissant les femmes s'exprimer, les constats de « violences patriarcales » semblent confirmer les théories même les plus radicales mais en y apportant des solutions nouvelles. Nous sommes conscientes qu'il n'existe pas de politique sans conviction mais le choix des armes et l'ardeur à s'en servir doivent faire l'objet de réflexions. Cette remarque vaut certainement pour tous les milieux « militants » dont les membres sont souvent jugés par leurs pairs davantage sur la capacité à sacrifier leur temps à la cause que de questionner la pertinence des stratégies.

Connaissant plus particulièrement le réseau liégeois à travers la Coordination Liégeoise de la Marche mondiale des femmes dont nous assurons le secrétariat depuis 2005, notre expérience nous permet de dire que les débats au sein du mouvement, dans les réseaux et les rencontres publiques peuvent se dérouler de manière constructive, que le débat contradictoire fait partie de la « culture », des habitudes ou du mode de fonctionnement féministes, en n'oubliant pas deux ingrédients essentiels : l'impertinence et l'humour.

### Notes

**a.** Exemple : le rejet des personnes qui portent le voile ne relève-t-il pas d'un amalgame entre le respect dû à chacune et l'analyse de la signification collective du voile (soumission). Dans un monde bi-polarisé occident/islam, pour une femme musulmane qui se voudrait contestataire, comment choisir entre le port du voile en signe de réponse à l'Occident arrogant ou s'en abstenir pour se libérer des signes conflictuels d'une religion ? La question féministe ne devrait-elle pas être : de quel côté viendra sa « libération » en tant que femme ? Sur un tel sujet de controverse, quelques lignes ne peuvent qu'effleurer, bien entendu, les enjeux du débat.

**b.** Exemple : plutôt que d'attaquer les méfaits de la publicité et de l'utilisation du corps des femmes sur ce que les jeunes générations perçoivent comme des plaisirs en démontant l'exploitation commerciale dont elles sont l'objet, commencer par une analyse des conquies féministes concernant la jouissance du corps (contraception, choix des partenaires, etc), nous paraît plus productif.

On peut faire le même constat de difficulté d'introduction réelle de la question du genre au sein des syndicats ou d'autres mouvements sociaux tel le mouvement altermondialiste qui, malgré l'affirmation de la place centrale des femmes dans le mouvement, accepte de consacrer une journée ou une table ronde à la question des revendications féministes mais refuse de se laisser interpeler sur la quasi-absence de femmes aux panels des autres tables rondes... Pour les

militant-es conscient-es de l'enjeu, c'est une question récurrente lors d'organisation d'événements, colloques, conférences, etc.

Une réalité illustrée par Diane Lamoureux : (...) *dans les échanges qui ont précédé le Forum social européen de Paris*<sup>12</sup>, (...) *qui cherchaient à définir des perspectives au mouvement (...) fort significativement, une seule femme et neuf hommes ont participé*.<sup>13</sup>

Cette faiblesse du mouvement altermondialiste, symptomatique de la résistance du patriarcat à l'intérieur même des mouvements progressistes, est un obstacle difficilement surmontable mais également un beau défi pour les féministes<sup>14</sup>.

Les questions soulevées par le féminisme commencent à se préciser mais pour cerner la complexité et l'étendue du mouvement à travers l'évolution de ses revendications, nous vous proposons la première classification par « vagues ».

---

<sup>12</sup> FSE qui a eu lieu du 11 au 16 novembre 2003

<sup>13</sup> Diane Lamoureux (2004), *Le féminisme et l'altermondialisation, Recherches féministes, Féminisme, mondialisation et altermondialisation, Volume 17, n°2, 2004.*  
<http://www.erudit.org/revue/rf/2004/v17/n2/012403ar.html>

Diane Lamoureux est politologue, département de science politique, Université Laval.

<sup>14</sup> Au sujet de cet « Homo patriarcus » bien enraciné dans la tête des hommes et des femmes, aussi militants soient-ils, voir le texte « Homo patriarcus, qui es-tu ? » de Christian Jonet, *Analyse Barricade*, 2010. Disponible sur [www.barricade.be](http://www.barricade.be)

# Une classification par « vagues »

Cette partie est inspirée notamment de l'article de Ute Gerhard<sup>15</sup> ainsi que d'échanges avec Marie-Thérèse Coenen.<sup>16</sup>

Cette classification par « vagues »<sup>17</sup> est avant tout descriptive et chronologique. Elle correspond à l'évolution de la pensée et de l'organisation du mouvement féministe. Elle met en évidence les problématiques et les nombreuses contradictions qui traversent les différentes époques. Même si elles s'inscrivent dans une époque donnée, chaque vague couvre cependant plusieurs générations ; elles se recouvrent entre elles. Le féminisme réformiste côtoie par exemple le féminisme radical. Cette typologie est située dans l'espace, elle concerne essentiellement le vieux continent, l'Europe et plus particulièrement la Belgique.

Marie-Thérèse Coenen nous précise qu'il n'existe pas de synthèse de l'histoire du féminisme pour la Belgique, que les informations sont encore très éparses dans des articles, des revues, des livres sur des thématiques spécialisées et qu'il est donc difficile d'avoir une vue d'ensemble. De plus, le *néoféminisme* (qui débute après 1968) n'a pas encore vraiment fait l'objet de recherches approfondies, même si cela commence lentement, tant il est vrai que cette période est encore très proche de nous. Les différentes vagues sont reprises au **Tableau 1**.

---

<sup>15</sup> Ute Gerhard (2004), op. cit. p.47 à 59

<sup>16</sup> Marie-Thérèse Coenen, historienne et féministe belge.

<sup>17</sup> Terme utilisé dès le début des années 90 aux États-Unis pour mettre en évidence l'évolution de la pensée féministe.

**Tableau 1.** Les vagues féministes allant de la fin du 19<sup>ième</sup> siècle à aujourd'hui. Les acquis féministes de la révolution française et de la première moitié du 19<sup>ième</sup> siècle sont classés en période « préféministe ».

	<b>Période</b>	<b>Thèmes principaux / revendications / stratégies d'action</b>	<b>Résultats / Droits obtenus</b>
<b>Période préféministe</b>	1789-1830	Droits des femmes et de la citoyenne. Émancipation par la formation et l'éducation.	La suppression des associations féministes (1794) ainsi que la répression des associations présocialistes (Les Saint Simoniens) et l'adoption du code civil napoléonien freinent pour longtemps toute acquisition des droits pour les filles et les femmes adultes.
<b>Première vague</b>	Fin 19 <sup>ième</sup> et 20 <sup>ième</sup> siècle	Égalité des droits civils, économiques et des droits politiques. Lutte pour l'accès des femmes à toutes les sphères de la société et pour la représentation des femmes.	Égalité civile, égalité de l'homme et de la femme dans le mariage, dans l'éducation. Égalité des droits politiques : droit de vote et éligibilité. Égalité salariale et égalité dans la profession.
<b>Deuxième vague</b>	<i>Le néo féminisme</i> débute après 1968, en France, dans les années 70'	L'autonomie est le mot clé de cette période. Auto-organisation et indépendance politiques, sociales et économiques, refus de la représentation politique : la démocratie est une production patriarcale, il faut refonder la démocratie autrement, en incluant les femmes. Libération sexuelle et individuelle.	Droit à l'avortement <sup>18</sup> , droit à la contraception. Reconnaissance de la violence dans la sphère privée (exprimée notamment par le slogan de mai 68 : <i>Le privé est politique</i> ) Le modèle familial éclate : reconnaissance d'autres modes de vie pour les femmes (le célibat, la cohabitation, les lesbiennes). Mise en évidence de la double journée : une discrimination injustifiable qui a de grandes conséquences.
<b>Troisième vague</b>	Depuis les années 80 <sup>19</sup>	Reconnaissance de l'existence d'une violence d'État, notamment à travers la tolérance des États pour les violences privées. Développement du concept d' <i>empowerment</i> <sup>20</sup> et de <i>genre</i> <sup>21</sup> .	Reconnaissance spécifique du droit des femmes au travers des <i>droits de l'homme</i> (que l'on devrait voir systématiquement appelés <i>droits humains</i> puisque le mot existe). La mondialisation, les rapports nord/sud élaborent des concepts qui intègrent les femmes comme agents de développement prioritaire.

<sup>18</sup> Notons qu'il ne s'agit pas d'être « pour l'avortement » mais bien « pour la dépenalisation de l'avortement » c'est à dire, avoir la possibilité légale de faire un choix responsable en cas de grossesse non prévue.

<sup>19</sup> Suzanne Van Rokeghem, et al. (2006), op. cit., p.236

<sup>20</sup> Le concept d'*empowerment* renvoie à l'aptitude des individus à prendre le contrôle sur leur vie et à exercer réellement leur libre arbitre.

<sup>21</sup> Voir encadré sur le *genre* en fin de texte.

## **Le préfémisme : un premier essai difficile**

La Révolution française de 1789 inaugure une ère nouvelle : l'aspiration collective à l'égalité de tous et de chacun. Elle s'accompagne d'une efflorescence de cercles féminins et féministes, où les femmes se disent parties prenantes de l'évolution politique. En effet, cette dimension politique appartient au seul peuple masculin parisien et les femmes ne sont pas dotées d'autonomie dans ce domaine. Des cercles se créent, des journaux sont publiés. Elles suivent avec attention le débat politique et demandent leur inclusion dans cette nouvelle démocratie naissante. Cela leur sera refusé ! Tout au plus, la convention de l'an II préparée par Condorcet (1793) leur reconnaît l'égalité de droit à la formation et à l'éducation mais rien au niveau politique. A la même époque, Olympe de Gouges<sup>22</sup> publie sa célèbre *déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* où elle demande l'abolition des privilèges que le sexe masculin s'est octroyés sans aucune justification. En octobre 1793, les associations féministes sont interdites, les salons fermés et leur presse supprimée. *Celles qui exerçaient un rôle dans la sphère publique allaient être décrites comme des êtres qui transgressaient les frontières entre les sexes et contribuaient à la dissolution des différences.*<sup>23</sup>

Le courant présocialiste Saint-Simonien reprendra cette tradition égalitariste déjà mise en évidence par Babeuf<sup>24</sup>. A cette époque, les femmes dénoncent leur « asservissement séculaire » et réclament leur « affranchissement ». *Brisons nos fers, il est temps enfin que les femmes sortent de leur honteuse nullité, où l'ignorance, l'orgueil et l'injustice des hommes les tiennent asservies depuis longtemps.*<sup>25</sup>

Zoé Gatti de Gamond<sup>26</sup> - première féministe belge -, après une expérience Saint Simonienne<sup>27</sup> en Amérique Latine, consacre son énergie à l'éducation des filles et des jeunes femmes, jugeant qu'un enseignement de qualité est la condition sine qua non de l'émancipation. Sa fille Isabelle Gatti de Gamond<sup>28</sup>, sera directrice de la première école secondaire pour filles en 1864.

## **Première vague : les droits civils et politiques**

A la fin du 19<sup>ième</sup> siècle, les premières jeunes femmes diplômées, vivent des discriminations directes en matière d'accès à l'Université et à l'emploi. C'est le cas célèbre de Marie Popelin<sup>29</sup>, célibataire et diplômée de droit à l'âge de 42 ans et qui se voit refuser l'accès au barreau. Le combat de ces féministes sera d'ouvrir les portes des lieux qui leur sont inaccessibles, changer les lois, les codes, préciser les droits des femmes tant au niveau civil, économique que social. Le

<sup>22</sup> Olympe de Gouges (Marie Gouze, 1748 - morte guillotinée à Paris le 3 novembre 1793)

<sup>23</sup> Michèle Riot-Sarcey (2002), citant Lynn Hunt dans *Histoire du féminisme*, La Découverte, coll. Repères, Paris, p.9

<sup>24</sup> Gracchus Babeuf (1760-1797), communiste, s'efforce d'introduire une éthique et une utopie égalitaires dans le combat politique.

<sup>25</sup> Michèle Riot-Sarcey (2002), citant Théroigne de Méricourt (1762-1817), op. cit., p.10

<sup>26</sup> Zoé Gatti de Gamond (1806-1854)

<sup>27</sup> Michèle Riot-Sarcey (2002), op. cit., p.7: *L'origine du mot « féminisme » fut longtemps attribuée à Charles Fourier, (cependant pour lui, de même que nous le verrons pour les féministes marxistes, il n'existe pas de problèmes spécifiquement féminins, ou alors, ceux-ci se dissolvent naturellement dans l'harmonie du phalanstère.) C'est seulement en 1872 qu'Alexandre Dumas fils en use comme d'une épithète péjorative à l'encontre des hommes qui voient leur virilité leur échapper.(...) Dix ans plus tard, Hubertine Auclert lui donne son sens moderne. En accédant au substantif, le féminisme devient l'emblème du droit des femmes, le porte-drapeau de l'égalité.*

<sup>28</sup> Isabelle Gatti de Gamond (1839-1905)

<sup>29</sup> Marie Popelin (1846-1913), devient en 1888 la première femme docteur en droit du pays. Parce qu'elle est femme, elle ne recevra jamais l'autorisation de s'inscrire au barreau.

combat politique devient prioritaire à partir du tournant du siècle, quand les partis politiques refusent de les intégrer dans la revendication du suffrage universel, « un homme, une voix ». Les organisations féministes s'allient et portent alors seules cette revendication élémentaire en démocratie.

En Belgique, la Grande Guerre de 14-18 soulève tous leurs espoirs dans l'obtention de ce droit mais dès la déclaration du roi Albert devant les chambres constituées du 11 novembre 1918, elles comprennent qu'elles en sont exclues. En 1921, elles obtiendront le droit de vote aux élections communales, sorte d'écolage pour la citoyenneté participative, ainsi que le droit d'être éligible à tous les niveaux et le droit d'exercer des mandats d'échevine ou de bourgmestre, avec l'autorisation de leur époux. Le droit de vote aux élections législatives leur sera accordé, après encore des débats liés essentiellement à la question royale, en 1948. Elles participeront finalement aux élections législatives de 1949. Le droit de vote aux élections provinciales suivra.

Les associations féministes continuent parallèlement leur combat pour améliorer la situation des femmes en matière de droit civil, politique et économique. De nouveaux emplois s'ouvrent à elles. Mais le contexte leur est défavorable. Les priorités politiques vont à la famille et la maternité est un enjeu essentiel dans cette stratégie sociale. Le *familialisme*<sup>30</sup> s'oppose à la volonté d'autonomie et d'émancipation des femmes : interdiction de toute forme de publicité des méthodes contraceptives, retrait des femmes du marché du travail, salaire familial<sup>31</sup> et donc très inégalitaire... Avec l'émergence des assurances sociales, les associations féministes se penchent sur les droits des travailleuses à accéder à ces assurances et aux revenus de remplacement, ce qui leur sera parfois accordé, parfois refusé. La crise des années trente avec la politique d'exclusion des femmes du travail, aboutit à les rassembler malgré leurs divergences idéologiques, à les unir contre ces mesures discriminatoires et injustes. Ce processus se poursuit après la Deuxième Guerre mondiale. Les militantes féministes dénoncent et revendiquent l'égalité de droit dans tous les domaines.

Remarquons la difficulté dans l'entre deux guerres de différencier ce qui appartient au mouvement féministe de ce qui ressort du mouvement social féminin autre (LDF<sup>32</sup>; FPS<sup>33</sup>, et les Femmes communistes qui ne sont pas nécessairement féministes !). Même le CNFB<sup>34</sup> paraît peu féministe dans cette période du moins par rapport à l'attaque en règle que les femmes travailleuses subissent.

Les politiques de l'emploi dans les années 20' visent à protéger les femmes. Les syndicats et les organisations féminines revendiquent l'interdiction du travail de nuit, l'interdiction du travail à certains postes, l'inégalité salariale... La rupture se fait sur ces politiques d'écartement des femmes de postes de travail : les organisations féministes sont contre une protection spécifique des femmes sauf pour les femmes enceintes. C'est sur ce point qu'il y aura division, le mouvement féminin ouvrier soutenant cette protection et le projet de retour des femmes au foyer... pour autant qu'elles soient mariées et qu'elles aient des enfants. Le mouvement féminin ouvrier traitera les féministes de « bourgeoises » qui ne savent pas ce qu'est le travail en usine !

---

<sup>30</sup> Prépondérance de la famille au regard des fonctions sociales qu'elle remplit.

<sup>31</sup> Entre les deux guerres, une discussion sur la fixation du salaire pose la question suivante : Que doit couvrir le salaire minimum ? Une des réponses fut que le « salaire familial » devait permettre à un travailleur de vivre et de faire vivre sa famille, salaire attribué indistinctement à *tout travailleur masculin* qu'il ait ou non des charges de famille.

<sup>32</sup> Ligue du Droit des Femmes, créée en 1892

<sup>33</sup> Femmes Prévoyantes Socialistes, créées en 1927

<sup>34</sup> Le Conseil National des Femmes Belges, créé en 1905 est devenu le CFFB pour le côté francophone et le NVR pour la partie néerlandophone en 1975. Les sections néerlandophones et francophones deviennent entièrement indépendantes en 1979.

Mais les années 30' sont des années de crise et le gouvernement prend des arrêtés qui limitent voire interdisent l'emploi des femmes. Elles se battent toutes ensemble contre ces mesures discriminatoires en revendiquant la liberté pour les femmes de travailler, de gagner un salaire... C'est le mouvement féministe qui est à la pointe de ce combat mais qui est relayé par tous les autres, le CNFB comme les FPS et même après hésitation par les LOFC<sup>35</sup> (1935).

## **Deuxième vague : la libération individuelle et sexuelle**

L'égalité formelle n'est pas suffisante. Elle n'aboutit pas à l'égalité réelle. Une nouvelle génération de féministes engagées s'impatiente et veut plus d'égalité, tout de suite. C'est à cette époque, *en février 1966 que 3000 ouvrières de la Fabrique nationale d'armes de Herstal se mettent en grève, sans préavis, avec comme revendication principale l'application du principe « à travail égal, salaire égal ».* Leur action durera douze semaines et débouchera (...) sur une contestation qui allait nourrir la prise de conscience des nouvelles féministes.<sup>36</sup>

Les réflexions se portent vers des politiques d'égalité de traitement, de discrimination, d'actions positives. Les quotas, la parité s'inscrivent dans ce courant. Mais parallèlement, un autre mouvement féministe s'affiche comme beaucoup plus radical. Ce ne sont pas des droits ou l'égalité qu'il faut revendiquer mais bien une libération et avant tout, la liberté de disposer de son propre corps. L'accès à la contraception gratuite et la dépénalisation partielle de l'avortement mobiliseront les énergies, avec leur corollaire, la libération sexuelle qui prendra des formes que toutes les féministes n'évalueront pas positivement pour les femmes.

Parallèlement, la reconnaissance et la pénalisation de la violence dans la sphère privée est un combat prioritaire, tout comme la dénonciation du harcèlement sexuel et du sexisme quotidien comme moyen de maintenir la subordination des femmes.

Ce nouveau féminisme se caractérise par une volonté d'indépendance vis-à-vis de toute organisation établie, institutions étatiques ou partis politiques.

*Les nouveaux mouvements sociaux (mouvements sociaux des années 60-70) – les mouvements étudiant, féministe, écologiste, régionaliste, etc. – mettent l'accent sur la résistance au contrôle social, l'autonomie.*<sup>37</sup>

Il est important de noter que cette autonomisation se joue au profit d'un travail d'apprentissage collectif, travail de groupe et de projets. Les formes de cette mobilisation sont multiples. Se mettent en place des groupes de réflexions, des maisons de femmes, des cafés féministes, des centres d'accueil, de rencontres et de première urgence. Le réseau féministe se tisse.

La pensée féministe trouve à s'exprimer par des revues<sup>38</sup>, dans un réseau de diffusion alternatif, des librairies féministes.<sup>39</sup> Se crée aussi un marché pour les livres sur le féminisme. *Il n'existe cependant pas de femme éditeur à l'époque.*<sup>40</sup> En Belgique, la publication phare de ce courant est le *Petit livre rouge des femmes*<sup>41</sup>, édité en 1972 pour la première journée des

<sup>35</sup> Ligues ouvrières féminines chrétiennes

<sup>36</sup> Marie Denis, et al. (1992), op. cit., p.21 et 25

<sup>37</sup> Erik Neveu (2002), *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Repères, Paris, p.67

<sup>38</sup> Suzanne Van Rokeghem, et al. (2006), op. cit. p.233, *De 1979 à 1982 paraît « Voyelles », magazine féminin d'information entièrement réalisé par des femmes.*

<sup>39</sup> Suzanne Van Rokeghem, et al. (2006), op. cit. p.228 : *La Rabouilleuse, librairie féministe, s'ouvre à Ixelles en 1976.*

<sup>40</sup> Marie Denis, e.a., (1992), op. cit., p.76

<sup>41</sup> Marie Denis, (ouvrage collectif orchestré par -) (1972), *Le petit livre rouge des femmes*, Éditions Vie

femmes, il sera épuisé le premier soir<sup>42</sup>. 15.000 exemplaires sont réédités et vendus en quelques mois, un véritable best seller en Communauté française de Belgique. Il sera traduit et vendu à plus de 10.000 exemplaires en Flandre<sup>43</sup>.

Comme pour d'autres mouvements contestataires de l'époque, le mot d'ordre est *le privé est politique*. Maria Puig souligne une des forces de la formule qui est de lutter contre le silence sur ces « morceaux d'existence » : *Une des forces de la formule « le personnel est politique » est d'inciter à demeurer à l'écoute des devenirs qui s'enclenchent dans le partage des morceaux d'existences que l'on fait taire.*<sup>44</sup>

Si la première vague était surtout centrée sur les revendications d'égalité, la deuxième vague, celle des années 70', se fonde sur *une reconnaissance de l'impossibilité sociale de fonder cette égalité dans un système patriarcal. (...) Prolongeant les revendications des mouvements noirs américains, Black Power puis Black Panthers, les féministes ouvrent ainsi la voie aux mouvements multiculturalistes des années 1980-1990 en dénonçant les valeurs universalistes comme étant celles des groupes dominants.*<sup>45</sup>

### **Troisième vague : le réseau global**

Notons que si les idées féministes ont toujours circulé, que le mouvement des femmes a toujours été international, on qualifie cependant plus spécifiquement, depuis les années 80', la troisième vague du féminisme de *globale et transnationale* : *D'une certaine façon, il est (...) possible de soutenir (...) que l'internationalisation de l'action féministe, notamment à travers l'expérience de la MMF<sup>46</sup>, a profondément transformé le féminisme. D'une part, il y a eu l'émergence de « solidarités nouvelles » fondées sur la diversité des femmes (...) D'autre part, on a pu assister à une certaine radicalisation du féminisme transnational qui a quitté partiellement le giron des conférences onusiennes pour se rapprocher des nouveaux mouvements contestataires et ainsi s'assurer d'une certaine relève, principalement chez les jeunes femmes.*<sup>47</sup>

Le libéralisme économique s'est imposé sous le mot de globalisation et les priorités politiques ne sont plus les mêmes. Tous les États n'ont d'ailleurs pas ratifié sans réserve la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, promulguée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1979.<sup>48</sup> C'est dans ce contexte que, fin des années 80, on entend déjà parler de déclin du féminisme alors que les femmes du sud principalement

---

Ouvrière (EVO), Bruxelles. Il paraît le 11 novembre 1972 à l'occasion de la première Journée des femmes. L'avant-propos : « *Écrit pour toutes les femmes, il dit ce que les femmes vivent, éprouvent, pensent et revendiquent à l'époque.* »

<sup>42</sup> Marie Denis, e.a., (1992), op. cit. p. 77

<sup>43</sup> Denise Keymolen et Marie-Thérèse Coenen (1991), *Pas à pas, l'histoire de l'émancipation de la femme en Belgique*. Brochure illustrée parue à l'initiative du Cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale, Miet Smet. p. 98 : *En Flandre*, « *Les Dolle Mina's* » contribuent à rédiger « *Le petit livre rouge des femmes* ».

<sup>44</sup> Maria Puig de la Bellacasa (2003) , *Divergences solidaires, Autour des politiques féministes des savoirs situés*, Article paru dans la Revue Multitudes N°12 : *Majeure : Féminismes, queer, multitude*. [http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id\\_article=361&var\\_recherche=puig](http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=361&var_recherche=puig)

<sup>45</sup> Helena Hirata, e.a. (2000), op. cit., p. 126

<sup>46</sup> Marche Mondiale des Femmes [www.marchemondialedesfemmes.org/index\\_html/fr](http://www.marchemondialedesfemmes.org/index_html/fr)  
Voir également notre article écrit pour l'asbl Barricade (2010) *Pourquoi la Marche Mondiale des Femmes est-elle anti-capitaliste ?*

<sup>47</sup> Diane Lamoureux (2004), op. cit.

<sup>48</sup> Le 18 décembre 1979 à New York

inventent de nouvelles formes de lutte. Elle se font entendre au niveau international pour revendiquer une prise de responsabilités politiques, une stratégie appelée *empowerment*.

Les femmes du sud revendiquent le droit de décider elles-mêmes quels sont leurs aspirations et leurs désirs, le droit de contrôler leur propre vie et d'exercer leur libre arbitre. Dans un article<sup>49</sup> intitulé *Le programme du Hamas : la Charia et la haine des femmes*, le programme d'un parti réactionnaire est décrit par des femmes palestiniennes comme patriarcal et vecteur de soumission institutionnalisée. Cette question du rapprochement entre parti réactionnaire et soumission des femmes serait intéressante à approfondir.

*(...) Et comme tous les partis réactionnaires de par le monde, le premier point du volet « politique sociale » de ce programme électoral indique: « Soutien à la base saine de la famille palestinienne. Nous devons adhérer à ce soutien afin de préserver nos valeurs et nos principes moraux ». Cette « base saine » est-elle cette vieille tradition, toujours en vigueur en Palestine, qui permet à un homme de la famille d'assassiner une femme parce qu'il la soupçonne d'avoir eu des relations sexuelles hors du mariage ? Cette base saine est-elle celle qui fait des femmes des éternelles mineures sous la tutelle du père, des frères, puis du mari » A chaque fois que des réactionnaires brandissent le drapeau de la « saine base familiale », ce qu'ils défendent c'est la famille patriarcale où la femme doit courber l'échine face à son mari, ignorer ses aspirations et ses désirs, bref se sacrifier pour son homme. C'est au nom de cette « base saine » que, partout dans le monde, on cherche à refuser aux femmes le droit de choisir leur sexualité (...)<sup>50</sup>*

L'ONU a déclaré 1975 « année internationale de la femme » et a tenu à cette occasion la première conférence mondiale sur les femmes à Mexico. D'autres conférences de l'ONU ont eu lieu par la suite tous les cinq ans, à Copenhague (1980), Nairobi (1985) et Pékin (1995). Peu à peu, l'opinion publique prend conscience des violences privées mais aussi des violences d'État envers les femmes.

Pour répondre aux initiatives de l'ONU, en 1976 (4-8 mars), des féministes ont organisé à Bruxelles un *Tribunal International des crimes contre les femmes*.<sup>51</sup> Suivront la création de collectifs pour femmes battues. Le premier refuge s'ouvre en 1977 à Bruxelles. D'autres suivront à Liège, Anvers, Louvain, Malines, La Louvière, Arlon, Namur. *Le problème est partout*<sup>52</sup>.

Au niveau international, le débat est mis à l'ordre du jour des grandes conférences. En 1993, le *Tribunal international sur la violence à l'égard des femmes* est créé dans le cadre de la *Conférence mondiale des Nations-Unies sur les Droits de l'homme*. En 1995 lors de la *Conférence mondiale des femmes* de Pékin, elles obtiennent la reconnaissance de la *violence sexuelle comme discrimination spécifique vis-à-vis des femmes*. Le combat pour cette reconnaissance internationale mettra en évidence la critique féministe de l'androcentrisme du droit en général, et son corollaire, les expériences de non-droit vécues par les femmes<sup>53</sup>. Cette forme juridique, au-delà des lois nationales, fournit un moyen d'expression à celles qui ont subi des injustices, même si les difficultés d'application restent permanentes. La déclaration de Pékin constate que la condition des femmes s'est améliorée au cours de la dernière décennie mais que l'accroissement de la pauvreté affecte la vie de la plus grande partie de la population mondiale, en particulier des femmes.

<sup>49</sup> Yasmina, (28 janvier 2006) *Liberté pour les femmes de Palestine*.  
[http://sisyphe.org/article.php3?id\\_article=2233](http://sisyphe.org/article.php3?id_article=2233)

<sup>50</sup> Yasmina, (28 janvier 2006), op. cit.

<sup>51</sup> Marie Denis, et al. (1992), op. cit., p.197-203

<sup>52</sup> Marie Denis, et al. (1992), op. cit., p.187

<sup>53</sup> Comme l'évoque ce témoignage d'un Commissaire de police (au sujet les plaignantes d'actes de violence conjugale) recueilli en 1992 et repris par Marie Denis, et al. (1992), op. cit., p.187 : *Il était habituel de les renvoyer chez elles avec un petit sermon, sans même prendre acte de leur déposition.*

Actuellement, la troisième vague du féminisme fait l'objet d'analyses complexes : tout en observant une atténuation de la radicalité des mouvements féministes<sup>54</sup>, on constate la persistance de formes d'actions capables de mobiliser des femmes et des hommes, membres de partis politiques ou d'organisations syndicales qui luttent dans des domaines tels la santé reproductive (droit à l'avortement) ou l'égalité au travail.

Nous insisterons ici sur la dimension internationale des luttes actuelles, la multiplicité des rencontres et la richesse des interactions qui en découlent. Cette perception du mouvement est probablement influencée par notre implication dans les réseaux et notamment celui de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) mais nous pensons également que cette tendance est incontournable et fortement désirable pour l'avancée de l'égalité entre hommes et femmes.

## Les publications féministes

Notons que, quelle que soit l'époque - et pour faire le lien avec notre travail de développement du rayon féminisme de la librairie au sein de l'asbl Barricade depuis le début des années 2000 -, le mouvement féministe s'est toujours appuyé sur une politique de diffusion de ses idées : journaux, presse, ouvrages, pamphlet, revues, librairies, cercles, salons, etc. Déjà pendant la révolution française, mais aussi dans l'entre deux guerres, pour la Belgique, de nombreuses publications ont été diffusées : Isabelle Gatti de Gammond, ralliée au socialisme après sa retraite, lance en 1895 les *Cahiers Féministes* **(a)**, les *Bulletins du CNFB* suivront. Créée en 1929, La Porte Ouverte se consacre prioritairement à la défense de l'égalité économique pour les femmes et publie : *le Bulletin de la Porte ouverte* **(b)**. En 1934, Louise de Craene lance une publication dont le titre est particulièrement révélateur : *La travailleuse traquée* **(c)**, ou encore la même année, publiée à Bruxelles par le Groupement Féministe, anciennement Groupement Belge pour l'Affranchissement de la Femme, la revue trimestrielle : *Égalité* **(d)** de Georgette Ciselet.

Actuellement, à notre connaissance, comprenant des articles accessibles à un très large public, il n'existe qu'une seule publication féministe belge : *Axelle*, le mensuel du mouvement féministe *Vie Féminine* qui a fêté son 100ième numéro au cours de l'été 2007. On y trouve aussi bien des articles de fond sur la santé ou le droit que des critiques de livres, de BD, de musique ou de film, un agenda culturel et des illustrations de Cécile Bertrand **(e)**. Le tout enrobé de prises de positions politiques progressistes. Selon notre avis, cette revue mériterait d'être distribuée comme toute autre revue que l'on trouve en librairie.

Du côté français, un magazine explicitement féministe a récemment été créé. Le premier numéro de *Causette* dont l'accroche est : « plus féminine du cerveau que du capiton » est sorti en mars-avril 2009. Ce bimensuel dénonce résolument le « mythe-de-l'égalité-déjà-là » **(f)** et, pour utiliser les mots que ses jeunes journalistes emploient **(g)**, *veut montrer que nous avons un paquet de questions passionnantes à nous poser, que les réponses foisonnent et que les nouveaux terrains explorés par les féministes sont bien loin du cliché au formol. Être féministe c'est se battre pour la justice et la liberté en regardant le monde par la lorgnette du genre. C'est valable pour tout le monde. Elles portent également un regard très critique sur les actuelles politiques françaises sarkozystes* **(h)**.

D'un style féministe plus radical, la revue belge des *Scumgrrrls - 100% feminist energy* emprunte son titre au *Scum Manifesto* de Valérie Solanas, brûlot féministe radical des années 70 ainsi qu'au mouvement des *riot grrrls*, appartenant au féminisme des années

<sup>54</sup> Helena Hirata, et al. (2000), op. cit., p. 130

90 et 2000, les conjuguant pour créer un lien entre différents courants et histoires du féminisme, entre analyse et action féministes, avec du sérieux, de l'impertinence et une dose d'humour ! **(i)** Les articles sont en français, en néerlandais ou en anglais. Le premier numéro est sorti au printemps 2002. Cette revue est disponible dans quelques librairies dont celle de Barricade.

De leur côté, les études genres ont plusieurs publications dont le contenu et le style les destinent à un public plus restreint : la revue *Chronique Féministe* éditée par l'Université des Femmes **(j)**, les publications du Réseau belge de coordination des études féministes : *Sophia* **(k)**, ainsi que celles du Centre de documentation et d'archives pour l'égalité des chances, le féminisme et les études de genre : *RoSa* **(l)**.

#### Notes

- a. Keymolen (1991), op. cit., p.35
- b. Keymolen (1991), op. cit., p.69
- c. Keymolen (1991), op. cit., p.69
- d. Keymolen (1991), op. cit., p.71
- e. Cécile Bertrand, *Les femmes et les enfants d'abord*, Bruxelles, Luc Pire et Vie Féminine, 2004.
- f. Voir également notre article coécrit avec Marie Bruyer « Le mythe-de-l'égalité-déjà-là », *Analyse Barricade*, 2010.
- g. « Pourquoi, quarante ans après elles, je suis toujours féministe », *Causette*, n°11, nov-déc 2010, p.45-46.
- h. Voir l'édito du numéro 11 de la revue *Causette*.
- i. *SCUMGRRRLS – 100% Feminist Energy*. Voir le site <http://scumgrrrls.org/article6.html>
- j. [www.universitedesfemmes.be](http://www.universitedesfemmes.be)
- k. [www.sophia.be](http://www.sophia.be)
- l. *RoSa* (Rol en Samenleving vzw.), (2000), « La deuxième vague du féminisme en Flandre », n°3 - septembre 2000, Brussel. Disponible sur [www.rosadoc.be](http://www.rosadoc.be)

# Une classification par courants politiques

Alors que la première classification faisait apparaître le contenu des débats, les enjeux portant sur les droits civiques, la libération sexuelle, les violences dans la vie privée, etc. la classification des traditions ou des courants<sup>55</sup> de pensée féministe présentée ici se réfère plus directement aux trois traditionnels clivages politiques : le courant libéral, le courant marxiste et le courant radical auxquels nous avons ajouté deux courants d'influences apparus dans les années '80 et qui marquent actuellement fortement le mouvement : le courant post-féministe et l'écoféminisme. Ces courants de pensée cohabitent au sein des débats, comme en toute démarche démocratique. Cette prolifération des positions est majoritairement perçue comme salubre par et pour le mouvement des femmes.

Selon Francine Descarries, les différents courants se distinguent : (...) *par la lecture qu'ils font de la division sociale des sexes et de la problématique de la libération (...) par leur filiation théorique, leurs outils conceptuels et leur vision du monde (...) par le lieu ou la nature de leur regard, les dimensions d'analyse qu'elles privilégient (...) par les enjeux relationnels et socio-politiques qu'ils font ou non surgir.*<sup>56</sup>

Les différentes tendances cherchent chacune à leur façon à comprendre pourquoi et comment les femmes occupent une position subordonnée dans la société. Chaque courant a une analyse des causes de la subordination des femmes et des stratégies de changement.

De même que dans la typologie des *vagues*, on peut mettre ici en évidence la continuité entre les trois courants de pensée. Encore une fois, il serait inopportun de les figer dans des catégories étanches. En effet, *La prédominance d'un courant de pensée au cours d'un moment historique donné ne signifie nullement la disparition des autres propositions qui l'ont précédé dans le temps.*<sup>57</sup>

De plus, ces différents courants idéologiques interagissent, se construisent en se répondant.

---

<sup>55</sup> Courants de pensée, politiques et/ou idéologiques. Sont précieux sur ce sujet : l'article de Louise Toupin (1997), op. cit.; le livre de Françoise Collin (1999), *Le différend des sexes*, Nantes, Éd. Pleins Feux et l'ouvrage de (dir.) Eliane Gubin, (2004), op. cit.

<sup>56</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.12

<sup>57</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.11

## **Le féminisme libéral-égalitaire**

Betty Friedan, représentative de ce courant, regroupe en 1966 au sein du NOW, le National Organization of Women (U.S.A), les féministes libérales réformatrices. Les axes de lutte prioritaires en sont la liberté individuelle et l'égalité des droits. Le but est de permettre aux femmes de participer pleinement à la société sur pied d'égalité avec les hommes. Le constat de discrimination des femmes dans le système socio-politique et économique libéral s'accompagne d'une croyance en la perfectibilité de ce système.

### *Les causes principales de l'oppression*

Pour ce courant, l'oppression des femmes est due aux lois injustes, aux mentalités ou valeurs individuelles rétrogrades. Dans tous les domaines de la vie, l'éducation, le monde du travail, les partis politiques, les syndicats, la famille, etc. s'expriment des préjugés, des stéréotypes défavorables aux femmes.

### *Les stratégies de changement*

La lutte consiste à introduire des réformes, à socialiser autrement les enfants, à réajuster le système aux besoins et aux réalités des femmes. L'éducation non sexiste entraînera le changement des mentalités et aboutira à un changement de société. Une lutte est également menée pour le changement des lois discriminatoires. Les féministes libérales égalitaires s'en prennent aux rôles plutôt qu'aux structures, *elles restent attachées aux normes familiales, aux règles du jeu politique et à l'individualisme de la société libérale.*<sup>58</sup>

Courant modéré du féminisme, l'approche libérale-égalitaire s'est peu à peu laissée influencer par les autres courants pour analyser la situation en terme de *système* et non plus seulement en termes de mentalités ou valeurs. Nous constatons que cette approche est très présente dans le mouvement comme dans toute la société. *Elle constitue encore aujourd'hui une base pour l'action d'un grand nombre d'organisations féministes et d'organismes gouvernementaux et syndicaux.*<sup>59</sup>

## **Le féminisme de tradition marxiste**

Dans la foulée de mai 68, l'effervescence sociale est fortement marquée par les idéaux de gauche ; pratiquement tous les écrits se réfèrent au marxisme soit pour s'en revendiquer, soit pour s'en démarquer.

### *Les causes principales de l'oppression*

Pour les féministes marxistes orthodoxes ou classiques, c'est l'organisation économique, le système capitaliste qui explique l'exploitation des femmes et des hommes. Pour les marxistes, l'oppression des femmes coïncide avec l'apparition de la propriété privée, l'arrivée de la société divisée en classes et l'avènement du capitalisme. L'institution du mariage monogamique place les femmes sous le contrôle de leur mari afin de satisfaire le besoin de transmettre les propriétés par l'héritage à une descendance certaine. Alors que les femmes ont toujours été exploitées en tant que travailleuses, les féministes marxistes situent la cause de l'oppression des femmes dans leur confinement à la sphère privée de la famille, au travail domestique et maternel gratuit à la maison. Le patriarcat, défini comme étant le pouvoir des hommes dans la famille et dans toute

<sup>58</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.14

<sup>59</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.10

la société, n'est qu'un produit du capitalisme, une mentalité qui disparaîtra avec le renversement du système économique.

**Tableau 2.** Classification schématique des différents courants politiques féministes.

	<b><i>Les causes principales de l'oppression</i></b>	<b><i>Les stratégies de changement</i></b>
<b><i>féminisme libéral égalitaire</i></b>	Lois injustes, mentalités ou valeurs individuelles rétrogrades. Stéréotypes défavorables aux femmes.	Croyance en la perfectibilité du système. Réajuster le système aux femmes, introduire des réformes, socialiser autrement les enfants. Changement des lois discriminatoires afin d'acquérir des libertés individuelles et l'égalité de droits avec les hommes.
<b><i>féminisme de tradition marxiste</i></b>	Le système capitaliste explique l'exploitation des femmes et des hommes. Le patriarcat n'est qu'un produit du capitalisme.	Abolir la société capitaliste divisée en classes. Le féminisme est qualifié de mouvement individualiste bourgeois. Il est jugé inutile puisque hommes et femmes profiteront de la chute du capitalisme qui entraînera la chute du patriarcat.
<b><i>féminisme radical</i></b>	Remonter à la racine du système social des sexes : le patriarcat (qui précède le capitalisme), le capitalisme occupant une place secondaire. L'ennemi principal <sup>60</sup> devient donc le pouvoir des hommes, les hommes comme classe sexuelle.	Renversement du patriarcat, réappropriation par les femmes du contrôle de leur propre corps. Création d'alternatives, d'espaces exclusivement féminins. Offensives directes contre le patriarcat (manifestations contre la pornographie, les concours de beauté, les déploiements militaires, les mariages forcés, etc. ). Les lesbiennes sont très actives dans ce mouvement.
<b><i>post-féminisme</i></b>	Pas de condition féminine commune ni d'oppression commune à toutes les femmes, mais bien une multitude de situations d'oppressions. Pas de nature féminine non plus (voir le mouvement Queer)	Toutes les analyses en termes collectifs sont mises de côté. Ces approches remettent en question l'idée même de lutte féministe basée sur un projet politique commun : c'est une position de non-politisation. Priorité à la liberté individuelle et à l'interchangeabilité des valeurs. (exemple de lutte : légalisation de la prostitution)
<b><i>écoféminisme</i></b>	Il existe des liens entre les destructions écologiques et la violence envers les femmes. Le système patriarcal étend sa violence à la nature et aux peuples.	Développe conjointement des tendances plus politiques et des questionnements plus spirituels : « l'essence cosmique de la féminité » <sup>61</sup> côtoie des alliances avec les femmes du sud engagées dans des luttes contre la destruction des ressources naturelles.

La cause principale de l'oppression des femmes est donc liée aux formes d'exploitation

<sup>60</sup> Expression utilisée par Christine Delphy, fondatrice et directrice de la revue *Nouvelles Questions Féministes (NQF)*

<sup>61</sup> Expression relevée par Louise Toupin, (1997), op. cit.

capitaliste du travail, le patriarcat occupant une place secondaire.

### *Les stratégies de changement*

Pour mettre fin à l'oppression des femmes, il faudrait abolir la société capitaliste divisée en classes. A l'intérieur du mouvement marxiste orthodoxe, il est mal vu de revendiquer une lutte autonome des femmes, cette pratique de « lutte contre les hommes » étant perçue comme une dispersion des forces nuisible et inutile puisque les deux sexes sont exploités et profiteront de la chute du capitalisme. Du coup, le mouvement féministe est qualifié de « mouvement individualiste bourgeois ».

Cependant, à l'intérieur même du mouvement marxiste, des luttes de femmes revendiquent des réformes concernant l'égalité des chances dans l'emploi, les salaires, l'éducation, les droits à l'organisation de garderies, le droit à l'avortement libre et gratuit, etc. Elles se démarquent des féministes libérales qui réclament également des réformes, par l'objectif qu'elles poursuivent de *dévoiler les contradictions*<sup>62</sup> pour aider à renverser ultimement le système économique capitaliste.

## **Le féminisme radical**

*Radical* signifie qu'on entend remonter, dans l'explication de la subordination des femmes, à la *racine* du système d'oppression. Le système auquel on fait référence n'est pas, comme chez les marxistes, le système économique, mais le système social des sexes, qu'on nomme *patriarcat*.

Sur le plan de la pensée comme sur le plan de l'action, il s'agit d'une autre façon de penser les rapports hommes-femmes : la pensée radicale est étrangère aux explications libérales perçues comme superficielles, elle rejette le marxisme comme étant incapable de penser les femmes comme classe politique indépendamment des hommes. *Les femmes constituent une classe politique dans la mesure où elles sont individuellement et collectivement exploitées et opprimées par la classe des hommes à des fins de production et de reproduction.*<sup>63</sup>

Les féministes radicales n'ont jamais constitué un courant homogène. Les différents sous-courants radicaux partagent cependant une conviction : l'oppression des femmes est fondamentale, irréductible à quelque autre oppression, et traverse toutes les sociétés et les classes. Toutes dénoncent la société patriarcale mais avec des stratégies différentes.

### *Les causes principales de l'oppression*

C'est le patriarcat, système socio-économico-politique d'appropriation des femmes ou système social des sexes, qui explique la domination des femmes par les hommes. *L'ennemi principal* est donc le pouvoir des hommes, les hommes comme classe sexuelle. Le capitalisme occupe une place secondaire.

Le lieu où le patriarcat s'exprime se situe d'abord dans la famille, par le contrôle du corps des femmes, dans tout le domaine de la reproduction mais également à tous les niveaux de la société, politique, économique, juridique. Pour le mouvement radical, le système social des sexes a créé deux cultures distinctes : la culture masculine dominante et la culture féminine dominée, la hiérarchie étant le ciment entre elles.

---

<sup>62</sup> Les contradictions du capitalisme développées par Marx.

<sup>63</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.16

### *Les stratégies de changement*

L'objectif ultime du féminisme radical est, grosso modo, le renversement du patriarcat. Cet objectif passe par la réappropriation par les femmes du contrôle de leur propre corps. Des alternatives culturelles et sociales féministes se concrétisent : création d'espaces féminins comme les centres de santé, les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, les maisons d'édition, librairies, magazines destinés aux femmes, etc.

Allant jusqu'au séparatisme (la vie entre lesbiennes ou célibataires seulement), en passant par l'offensive directe contre le patriarcat (manifestations contre la pornographie, les concours de beauté, les déploiements militaires, les mariages forcés, etc.), toutes ces manifestations publiques contribuent à la vogue du courant radical. Francine Descarries en conclut qu'*elles s'opposent aux solutions de compromis (règles du jeu politique ou normes familiales)*<sup>64</sup> Cette dernière réflexion introduit le débat sur la *différence*, Francine Descarries explique que le féminisme radical veut en finir avec le déterminisme biologique et libérer les femmes des fonctions qui en découlent telles les contraintes du maternage. Il dénonce *la naturalisation de la différence entre les sexes comme fondement de l'oppression*<sup>65</sup>. La psychanalyse a fortement influencé le courant radical porté en France dans les années 70-80 par des féministes comme Hélène Cixous et Luce Irigaray.

Francine Descarries émet une critique sur le mouvement radical qui, selon elle, *ne parvient pas ou se refuse à poser la question des besoins ordinaires et essentiels des femmes, des hommes et des enfants et évacue, par le fait même, toute réflexion constructive sur l'identité féminine et la différence.*<sup>66</sup>

Ce débat sur la différence revient fréquemment lors d'échanges sur des questions féministes très concrètes. Les femmes sont-elles ou non différentes des hommes ? Si oui, en quoi cela influence-t-il l'organisation sociale, les relations entre hommes et femmes ? Sommes-nous *naturellement* fait-es hommes et femmes pour certaines tâches, certaines professions ? La notion de genre nous apporte des éléments de réponse en mettant en évidence les différences sociales construites qui, de plus, induisent une hiérarchisation des tâches. Il suffit de penser aux charges domestiques pour visualiser ces différences non biologiques mais bien réelles.

### ***Le féminisme post-moderne ou « post-féminisme »***

Le libéralisme, le marxisme et le radicalisme féministes ne sont plus les seules influences qui marquent l'évolution du féminisme et de sa pensée. D'autres courants apparaissent dans les années '80 porteurs de nouveaux enjeux avec des perspectives post-modernes et écologistes qui influencent le mouvement et sont très présents dans le débat,

#### *Les causes principales de l'oppression*

Pour le *post-féminisme*, il n'y a pas de « condition féminine » commune à toutes les femmes, pas d'oppression commune mais bien une multitude de situations d'oppressions. Cette position de non-politisation est déclinée sous forme de non-choix, de non-hiérarchisation des valeurs, caractéristiques de la post-modernité. Le post-féminisme est souvent qualifié de « non-féministe » car ce courant remet en question l'idée même de toute lutte féministe basée sur un projet politique commun. En mettant en priorité la liberté individuelle et l'interchangeabilité des

<sup>64</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.14

<sup>65</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.15-16

<sup>66</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.17

valeurs, sont mises de côté toutes analyses en termes collectifs, *l'esprit de système fait place à la dimension du fragment*<sup>67</sup>.

Francine Descarries analyse la conjoncture du début des années '80 qui « entraîne la mise en veilleuse de la plupart des thèses collectivistes au profit de la redécouverte de l'individualisme, d'un retour sur le privé et de la valorisation de la qualité de vie. Dans cette conjoncture, la théorie féministe radicale perd de son autorité comme modèle d'interprétation et de mobilisation politique ».<sup>68</sup> Face à ces positions, certaines disent « je serai post-féministe quand nous serons dans l'ère du post-patriarcat »...

## Le mouvement « QUEER »

Le mot *Queer* signifie étrange, bizarre. L'important pour « illes » est de ne pas être identifié par leur sexe biologique, d'où leur look non identifiable comme masculin ou féminin. Le courant Queer est en effet exemplatif de la déconstruction de la dichotomie sexuelle. Il rassemble ceux (ou celles) qui refusent la distinction homme/femme, et qui donc ne se situent pas dans l'hétérosexualité normative. Les identités dont nous parlent les féminismes et les post-féminismes queer ne sont pas les identités fixes, figées, se sont des « identités mouvantes » (Teresa De Laurentis), se sont celles des « nouveaux sujets nomades » (Rosi Braidotti), ce sont les « identités fracturées » des cyborgs (Donna Haraway), les « identités déviantes » de la théorie Queer, des « identités non-naturelles mais construites » (Judith Butler), « post-nationales », « post-genres », « post-identitaires », etc.

L'hétéronormativité y est dénoncée comme un élément majeur de l'oppression des femmes et des humains dans leur ensemble. L'écrivaine Monique Wittig dont l'œuvre *La pensée straight* est présentée dans la mouvance Queer comme une référence capitale y développe des théories démontrant notamment en quoi l'hétérosexualité constitue un système politique.

Ce mouvement interpelle les féministe car, en centrant ses préoccupations sur la sexualité et la construction des genres, le mouvement *Queer* remet à l'intérieur du débat les préoccupations qui avaient divisé le mouvement des femmes, en particulier dans les années 80 : pornographie, prostitution et transgenrisme. Pour certain-es cependant, c'est la sexualité au complet qui bénéficie d'une attention nouvelle et d'une image plus positive. Renforcent ce discours qui se proclame « sex-positive » aux Etats-Unis, des écrits tels ceux des françaises Virginie Despentes, Marie-Hélène Bourcier ou encore Beatriz Preciado.

A cette génération de féministes, se dit appartenir Julia Kristeva, psychanalyste, partisane d'une ambivalence sexuelle : il n'y a pas de nature féminine ou masculine, on n'est pas deux, mais quatre, et il existe deux côtés (masculin et féminin) dans chacun des sexes, c'est à dire une « déconstruction » de la dichotomie sexuelle. Françoise Collin écrit que, pour ce courant, (...) *la différence des sexes ne peut plus être prise dans le régime des oppositions. Elle appartient non plus au un ni au deux mais au ni un ni deux*<sup>69</sup>.

Cependant, tous les défenseurs de l'idée d'identité variable de l'individu ne sont pas apolitiques. Telle Judith Butler, philosophe de formation, célèbre pour son livre *Trouble dans le*

<sup>67</sup> Françoise Collin (1999), op. cit., p.42

<sup>68</sup> Francine Descarries (1998), op. cit., p.19

<sup>69</sup> Françoise Collin (1999), op. cit., p.42

genre<sup>70</sup> et figure de la gauche intellectuelle internationale<sup>71</sup>. Dans son ouvrage *L'Etat global*, elle se pose la question de la place de l'État à l'ère des migrations permanentes, dues à des pressions économiques, culturelles, militaires ou climatiques. Évoquant les Palestiniens mais également les membres de l'Union européenne, elle se demande qui exerce le pouvoir aujourd'hui.

### *Les stratégies de changement*

Ces nouvelles constructions théoriques ont un pouvoir de séduction certain via des revendications très concrètes et controversées touchant notamment à l'organisation des échanges sexuels tarifés. Ces revendications sont controversées par les tenants des positions abolitionnistes car les propositions de loi ayant pour objectif de protéger les personnes qui se prostituent, de leur donner un statut social, ont, selon elles, comme finalité objective (non voulue) de rendre respectables surtout ceux qui exploitent le système prostitutionnel, de leur faciliter la vie et non de rendre respectables les femmes prostituées.<sup>72</sup> Toutes les analyses en termes collectifs sont mises de côté, l'idée de lutte féministe basée sur un projet politique commun n'existe plus, priorité est donnée à la liberté individuelle et à l'interchangeabilité des valeurs. Le mouvement Queer (voir encadré) est emblématique de ce courant de pensée. L'hétéronormativité y est dénoncée comme un élément majeur de l'oppression des femmes et des humains dans leur ensemble.

Certaines personnalités, que les observateurs, critiques ou analystes ne savent comment qualifier, sont actrices de ce courant post-féministe. Telle est la médiatique Marcela Iacub<sup>73</sup>, tantôt qualifiée de *radicalement féministe*, tantôt de *championne d'un post-féminisme illimité et radical*, ou encore d'*antiféministe*, rejetant le féminisme français « maternaliste », qui ne voit dans la femme, qu'une victime ou une génitrice. Bien que juriste, elle dénigre les lois sur la parité ou le harcèlement sexuel. Dans son livre, *Qu'avez-vous fait de la libération sexuelle ?* (Flammarion, 2002), un petit conte philosophique, elle se moque des féministes qu'elle estime « fanées et égarées ». Pour Marcela Iacub, le féminisme français s'est compromis, perdu. Non seulement il ne rend plus service aux femmes, mais il les victimise et les enferme dans leurs spécificités. Iacub soutient par exemple les prostituées qui défendent leur « métier », les mères porteuses et apprécie les récits de « partouze » de Catherine Millet.

Ces idées servent-elles la cause du mouvement en l'interpellant ou, au contraire, grignotent-elles petit à petit les avancées obtenues par les féministes ? Ces thèses vont-elles à l'encontre de plus de liberté pour les femmes en donnant de l'eau au moulin *masculiniste* ?<sup>74</sup> Pour l'avoir rencontrée lors d'un débat, nous penchons vers la seconde hypothèse tout en reconnaissant qu'il est stimulant intellectuellement de se poser certaines questions. Le tout est de voir comment l'on y répond, à partir de quel cadre de pensée : en tenant compte des différences socio-économiques entre les femmes ou en partant d'un présupposé égalitaire et libéral.

<sup>70</sup> La Découverte, 2005

<sup>71</sup> Judith Butler est philosophe. Elle est l'auteure notamment de *La vie psychique du pouvoir* (Leo Scheer, 2002) et de *L'Etat Global* (avec G. Spivak, Payot, 2007).

<sup>72</sup> Voir à ce propos le film document-témoignage réalisé par Marie Vermeiren (2007), *Pas à vendre*, DVD - projet conjoint LEF-CATW.

<sup>73</sup> Voir également l'article de Monique Boireau-Rouillé « A propos du féminisme pseudo-libertaire de M.Iacub », *Réfractio*, n°24, mai 2010.

<sup>74</sup> Le « masculinisme » (mot inventé par Michèle Le Doeuff, philosophe féministe) désigne un mouvement qui s'aveugle sur l'importance historique de la femme. Selon les masculinistes, seuls les hommes ont exercé une influence déterminante sur le monde. Selon Hélène Palma, le masculinisme aujourd'hui en Occident est une lame de fond, une idéologie rampante, un état d'esprit à l'égard des hommes et des femmes, qui tend à affirmer que les premiers sont victimes des « excès » des secondes. Les femmes auraient exagéré, elles auraient obtenu « trop » de droits, de libertés et aujourd'hui, elles seraient devenues incontrôlables. Voir le site <http://sisyphe.org/spip.php?article2941>

## **Le féminisme environnementaliste ou « écoféminisme »**

De nouveaux enjeux de préservation de l'environnement et de lutte contre la destruction écologique apparaissent à la fin des années '70. Les féministes environnementalistes, appelées aussi écoféministes, établissent des liens entre l'oppression des femmes et celle de la nature, entre les destructions écologiques et la violence envers les femmes.

Daniel Bensaïd analyse les mouvements féministes en termes de flux et de reflux liés aux luttes sociales dans leur ensemble en soulignant la récente apparition de la prise de conscience écologiste : « *Les mouvements féministes ou homosexuels revêtent incontestablement dans les dernières décennies une ampleur nouvelle, mais ils ont déjà une relativement longue histoire, scandée de hauts et de bas, souvent parallèles aux flux et reflux de la lutte sociale dans son ensemble. La nouveauté la plus marquante est probablement celle qui résulte de la prise de conscience de la crise écologique et des menaces qu'elle implique pour l'avenir de l'espèce humaine* ». <sup>75</sup>

A la fin des années 70, Françoise d'Eaubonne <sup>76</sup>, écrivait que le drame écologique découle directement du patriarcat, et plus précisément de deux faits qui se sont produits au début du néolithique : l'appropriation par les hommes de l'agriculture et la découverte du processus de paternité. Autre fois les femmes étaient non seulement « propriétaires » de leur corps, mais aussi des richesses agricoles (qui étaient les plus importantes). Le patriarcat a commencé avec l'appropriation de ces deux sources de richesse, la fertilité et la fécondité. A partir du moment où les hommes ont découvert qu'ils étaient des pères, alors qu'ils croyaient la femme en rapport avec une espèce de divinité qui les fécondait d'une manière ou d'une autre, ils ont décrété qu'ils étaient les propriétaires de cette fertilité. Cette main-mise des hommes sur la fertilité et la fécondité aurait abouti aux désastres écologiques actuels, avec l'inflation démographique d'une part et l'épuisement de sols nourriciers de l'autre.

### *Les causes principales de l'oppression*

Selon les écoféministes actuelles, le patriarcat continue à s'exprimer, avec la même logique criminelle et guerrière, à travers le pouvoir machiste, oppresseur et totalitaire des agro-industries, qui attaquent les fondements de la vie, dans son expression la plus symbolique et profonde : la fécondité du vivant.

Loin d'être homogène, cette nouvelle réflexion féministe développe conjointement des tendances plus politiques et des questionnements plus spirituels. L'écoféminisme du Sud entrelace anticapitalisme, justice sociale, écologie et spiritualité. Celles qui s'expriment en termes d'*essence cosmique de la féminité* forment des alliances avec les femmes du sud engagées dans des luttes contre la destruction des ressources naturelles. L'écrivaine et physicienne indienne Vandana Shiva défie l'OMC et les multinationales qui tentent d'accaparer les plantes, les forêts ou l'eau de son pays. Elle est une des figures les plus représentatives de ce mouvement. <sup>77</sup>

Les féministes environnementalistes imputent la responsabilité des catastrophes telles que Seveso en Italie (1976) ou Bhopal en Inde (1984) au système économique, qu'il soit capitaliste

<sup>75</sup> Daniel Bensaïd (2003), *Mouvement social et politique : inventer de nouveaux liens ?* <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article1416>

<sup>76</sup> Françoise d'Eaubonne (1978), *Écologie/Féminisme, révolution ou mutation ?* Les éditions A.T.P., Paris.

<sup>77</sup> Ainsi que l'ancienne Ministre de la Culture du Mali, Aminata Traoré ou Arundhati Roy, écrivaine indienne (*L'écrivain-militant*, Gallimard, 2003)

ou socialiste mais avant tout au système patriarcal qui étend sa violence à la nature et aux peuples.

### *Stratégies de changement*

D'une certaine manière, les écoféministes rejoignent ici les radicales en affirmant que les femmes doivent impérativement reprendre en mains la propriété de leur corps qui leur a été volée par le patriarcat. Il est pour elles urgent de relier la lutte pour les droits des femmes à celle pour la défense de la nature. Lucie Gelineau<sup>78</sup> dresse un état des lieux et donne un chemin à suivre : valoriser les savoirs et les pratiques féministes.

*Le bilan planétaire en ce début de XXIe siècle est sombre : crise environnementale majeure, démographie galopante, raréfaction des ressources en eau, main basse sur la production vivrière, violences, intégrismes et oppressions. Pour y faire face, il est impératif de valoriser les savoirs et les pratiques féministes sur ces enjeux. Il nous faut connaître non seulement les impacts différenciés de cette crise sur les femmes et les hommes, mais surtout nommer et valoriser les savoirs et pratiques des femmes qui pourraient alimenter l'altermondialisation : stratégies de survie, savoirs traditionnels, pratiques tenant compte des rapports au pouvoir, analyses féministes de la crise actuelle. La recherche féministe joue ici un rôle central.*<sup>79</sup>

Une des quatre revendications de la Marche Mondiale des Femmes pour son action mondiale de 2010 est liée à la préservation des biens communs, à l'accès aux ressources, au droit à la souveraineté alimentaire. Se définissant comme gardiennes de la biodiversité et des semences fermières, les femmes se déclarent particulièrement affectées par les politiques néolibérales. Elles dénoncent le brevetage du vivant, les monocultures dont celles consacrées aux agrocombustibles ainsi que l'utilisation massive des produits chimiques et génétiquement modifiés qui ont des effets négatifs sur l'environnement et sur la santé humaine, notamment sur la santé reproductive.<sup>80</sup> Nous avons ici un bel exemple de transversalité des luttes !

---

<sup>78</sup> Lucie Gelineau est chercheure à l'Université Laval, Ph.D. en sciences humaines appliquées.

<sup>79</sup> Lucie Gelineau (2004), *Écoféminisme, Les savoirs et les pratiques féministes en matière de viabilité et d'équité, une conjugaison sud-nord est nécessaire*  
[http://sisyphe.org/imprimer.php3?id\\_article=1169](http://sisyphe.org/imprimer.php3?id_article=1169)

<sup>80</sup> Voir la déclaration de Nyéléni, Mali, février 2007. Disponible sur le site :  
[www.marchemondialesdesfemmes.org/themes/biencommun/foodsovereignty/fr](http://www.marchemondialesdesfemmes.org/themes/biencommun/foodsovereignty/fr)

# Le bilan

Les deux classifications exposées, celle des *vagues* et celle des courants de pensée, font apparaître que le mouvement social des femmes s'alimente des contextes politiques. Selon les époques, il peut par exemple avancer sur des questions d'accès à l'espace public (comme le droit de vote jusqu'au milieu du 20<sup>ième</sup> siècle), sur des questions d'autonomie sexuelle (participant ainsi à la révolution culturelle des années 60 et 70) ou sur des questions d'égalité au travail, comme dans le contexte de mai 68 où l'effervescence sociale et les idéaux de gauche ont fortement marqué le mouvement.

L'exposé des deux classifications fait également apparaître leur complémentarité. Elles éclairent soit les étapes du mouvement, soit les idéologies qui sous-tendent les revendications et les stratégies pour les faire aboutir. Ceci permet d'identifier des points de repère à partir desquels l'évolution de la pensée féministe peut être comprise : tandis que pour les féministes radicales, l'analyse en terme de patriarcat est centrale (pour combattre le système capitaliste, il faut d'abord abolir le patriarcat), pour les féministes marxistes, c'est l'analyse anti-capitaliste qui est centrale (si on abolit le capitalisme, la chute du patriarcat suivra). Les féministes dites « égalitaires », philosophiquement libérales, quant à elles, mobilisent peu d'outils théoriques pour analyser les sources de l'inégalité.

Les deux dernières tendances exposées, le postféminisme et l'écoféminisme, font l'objet d'intenses débats idéologiques. Il est à noter que le postféminisme est particulièrement contesté par les féministes dites « classiques », celles qui se réfèrent plus traditionnellement à des idéaux « de gauche », le postféminisme étant plus proche des positions libérales à la fois philosophiques et économiques. Le débat actuel concernant la prostitution illustre bien les tensions qui peuvent apparaître entre deux positions féministes. Si elles s'accordent toutes pour dire qu'il y a une forme d'hypocrisie à laisser le système en l'état, leurs avis divergent en ce qui concerne les solutions : l'abolition ou la réglementation. L'analyse radicale utilise le concept de *patriarcat* pour englober toutes les violences faites aux femmes, incluant le système prostitutionnel, tandis que celles qui défendent la réglementation en matière de prostitution le font au nom de la liberté de choix et de la protection des « travailleuses du sexe », termes qui révèlent l'acceptation de la prostitution comme « métier », ce que refusent les abolitionnistes. Lorsqu'il est avancé que l'exploitation sexuelle des unes rejaillit sur toutes les femmes, certaines n'y voient qu'une limitation à l'initiative privée, au droit de disposer librement de son corps. La revendication des années 60 « mon corps m'appartient ! » séparée du contexte social d'appropriation du corps des femmes par les discours et les impératifs moraux ou religieux dans lequel elle a été portée, et détournée à des fins marchandes, est emblématique de la *libéralisation* des esprits.

Ce débat révèle une conception des relations à soi et aux autres qui évolue – comme le décrit Guy Bajoit en parlant de changement de paradigme<sup>81</sup> – vers « l'autoréalisation de soi comme valeur première ». Un nouveau système de sens est en train de se reconstruire et de s'imposer. Le courant post-féministe qui véhicule particulièrement cette recherche d'autoréalisation, serait-il un danger pour le mouvement des femmes ?

Face à un raisonnement, un repère pour la réflexion est de se demander s'il tient compte des différences socio-économiques entre les femmes ou s'il prend comme point de départ un présupposé égalitaire et libéral. Chacun-e faisant ensuite son choix politique...

On entend beaucoup de discours antiféministes<sup>82</sup> affirmant que le temps du féminisme est dépassé : l'égalité entre les sexes serait acquise. Les inégalités entre hommes et femmes disparaîtraient sous l'effet de l'évolution « naturelle » des sociétés d'aujourd'hui. Cette évolution tend à promouvoir les valeurs de bien-être individuel plutôt que les combats collectifs. Il ne s'agit pas de dire que l'intérêt pour l'individu-e soit quelque chose de dommageable ou de contestable mais bien de critiquer son excès, c'est-à-dire la *maladie sociale qu'est l'individualisme*.

Pour certains auteurs en effet, la plus imminente des catastrophes n'est pas forcément d'ordre écologique. Le livre de Jacques Généreux *La Dissociété*<sup>83</sup> nous apprend que (...) *la plus imminente et la plus déterminante des catastrophes qui nous menacent est cette mutation anthropologique déjà bien avancée qui peut, en une ou deux générations à peine, transformer l'être humain en être dissocié, faire basculer les sociétés développées dans l'inhumanité de « dissociétés » peuplées d'individus dressés (dans tous les sens du terme) les uns contre les autres. (...) Il s'agit d'une maladie sociale dégénérative qui altère les consciences (...)*. Dans ce contexte, on peut formuler l'hypothèse que les femmes, par leur situation subordonnée, ressentent plus que les hommes le besoin de changer les choses.

La sensibilisation aux questions féministes peut apparaître comme une réponse à l'individualisme ambiant. A travers des débats ouverts à tous et toutes (même s'il y vient peu d'hommes)<sup>84</sup>, la création de lieux d'échanges - certain-es parlent de lieux de « re-ré-créativité », de construction d'un autre monde possible -, la vulgarisation des enjeux passés et actuels de la pensée et du combat féministe, ainsi que son corollaire, la sensibilisation aux luttes d'aujourd'hui, permet de confronter les points de vue.

Nous faisons le pari que cette méthode peut provoquer ou faire évoluer les prises de conscience et mettre au jour de nouvelles solutions et stratégies, de nouvelles formes impertinentes de lutte. Cependant, un enjeu politique sous-tend cette méthode : partir du savoir des femmes pour reconstruire des pratiques collectives.

---

<sup>81</sup> Guy Bajoit (2003), *Le changement social, Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*, Armand Collin, Paris, p.17

<sup>82</sup> Voir à ce sujet l'ouvrage de Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn (2006), *L'autonomie des femmes en question, Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe*, L'Harmattan, Bibliothèque du féminisme, Paris.

<sup>83</sup> Jacques Généreux, *La Dissociété*, Seuil, 2006.

<sup>84</sup> Irène Kaufer écrit chaque mois une rubrique humoristique intitulée « Au Café Carabosse, tout le monde est le bienvenu. Mais allez savoir pourquoi, il n'y vient que des femmes... » dans la Revue *Politique*, Bruxelles.

## Bibliographie choisie

### Livres

Maria NENGEH MENSAH (dir.), (2006), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Remue Ménagement, Québec.

Nina POWER (2010), *La femme unidimensionnelle*, Les Prairies ordinaires, disponible à Entre-temps, la librairie de Barricade, 12 €.

Eliane GUBIN (dir.), *Le siècle des féminismes*, Atelier, (2004), 29,86€. Soulignons particulièrement deux articles dans cet ouvrage collectif : « Concepts et controverses » de Ute GERHARD, et « Entre histoire et mémoire » de Brigitte STUDER et Françoise THEBAUD.

Vandana SHIVA (2001), *Le terrorisme alimentaire*, Fayard.

Isabelle GIRAUD & Pascale DUFOUR (2010) *Dix ans de solidarité planétaire - perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Remue-ménagement, disponible à Entre-temps, la librairie de Barricade, 25,45€

### Magazines

*Axelle*, le mensuel du mouvement féministe Vie Féminine [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be)

*Causette*, revue bimestrielle française, « plus féminine du cerveau que du capiton », [www.causette.fr](http://www.causette.fr)

### Internet

Le site des *Femmes Prévoyantes Socialistes* (FPS) contient des informations diverses sur le mouvement :

[www.femmesprevoyantes.be/priorites/egalites/Pages/default.aspx](http://www.femmesprevoyantes.be/priorites/egalites/Pages/default.aspx)

### Jeu

Claudine Drion et Clarice, *Un livre-jeu sur l'égalité entre femmes et hommes*, Luc Pire et Le Monde selon les femmes, 2007.

### Cahiers pratiques

*Les essentiels du genre*, Le Monde selon les Femmes. 10 tomes disponibles à Entre-temps, la librairie de Barricade, 3€.

Avec le soutien de la  
Communauté française



Wallonie